

D É C R E T
D E L A
CONVENTION NATIONALE,

N.º 556.

1203

Du 7 Mars 1793, l'an second de la république Française,

*Relatif aux mesures à prendre pour prévenir les suites
de la corruption de l'air dans les Départemens de la
Moselle, la Meurthe, la Meuse & la Marne.*

LA CONVENTION NATIONALE charge le Conseil exécutif de donner aux corps administratifs des départemens de la Moselle, la Meurthe, la Meuse & la Marne, les ordres les plus précis de prendre toutes les mesures nécessaires pour prévenir les suites de la corruption de l'air, occasionnée par les cadavres d'hommes & de chevaux entassés dans des fossés, d'où sortent les exhalaisons les plus funestes aux habitans de ces départemens; à l'effet de quoi la Convention remet à la disposition du ministre de l'intérieur une somme de vingt mille livres, pour les dépenses nécessaires à cet objet, lesquelles dépenses seront vérifiées & arrêtées par les corps administratifs dans l'étendue desquels elles auront été faites.

Collationné à l'original, par nous président & secrétaires de la Convention nationale. A Paris, le 11 mars 1793, l'an second de la république Française. Signé VERGNIAUD, ex-président; J. JULIEN de Toulouse, MALLARMÉ & L. J. CHARLIER, secrétaires.

AU NOM DE LA RÉPUBLIQUE, le Conseil exécutif

Cas

Gle

FRC

10330

no. 11

provisoire mande & ordonne à tous les Corps administratifs & Tribunaux , que la présente loi ils fassent consigner dans leurs registres , lire , publier & afficher , & exécuter dans leurs départemens & ressorts respectifs ; en foi de quoi nous y avons apposé notre signature & le sceau de la république. A Paris , le onzième jour du mois de mars mil sept cent quatre - vingt - treize , l'an second de la république Française. *Signé* CLAVIÈRE. *Contresigné* GARAT. Et scellée du sceau de la république.

Certifié conforme à l'original.

A PARIS,

DE L'IMPRIMERIE NATIONALE EXÉCUTIVE DU LOUVRE.

M. D C C. X C I I I.



